

Les exécutions extrajudiciaires refont surface au Burundi

Après une période d'accalmie factice, les exécutions extrajudiciaires des membres des partis d'opposition ont repris ces derniers jours au Burundi, a déploré la semaine dernière Pierre Claver Mbonimpa, président de l'APRODH, une ONG locale de défense des droits des prisonniers. Selon cet activiste de la société civile, la cause de la reprise de ces exécutions extrajudiciaires est notamment la redistribution des armes par le pouvoir et surtout les agents de la documentation nationale.

« J'ai vu dans la commune de Kinama en Mairie de Bujumbura des jeunes du parti au pouvoir armés de fusils à » a déclaré le président de l'APRODH. Selon Pierre Claver Mbonimpa, ces jeunes armés par la documentation nationale chargés d'assurer la sécurité des chefs locaux comme les chefs de quartier, mais hésitent pas à faire la chasse aux opposants politiques. Selon le président de l'APRODH, plus de 4 corps d'hommes flottant dans le lac et rivières ont été découverts ces derniers jours et certains étaient en décomposition, ce qui fait que personne n'a pu les identifier. Selon des sources bien informées, l'APRODH a reçu des lettres de la part du ministre de l'Intérieur pour soutenir ces propos tenus contre les services nationaux de renseignement. Il lui est demandé d'expliquer pourquoi elle aurait terni l'image des services secrets burundais. Le coordinateur du parti FNL en exil Aimé Magera a fait savoir ce mercredi sur les ondes de la radio Isanganiro émettant à Bujumbura que les membres de l'opposition en général, et ceux du FNL en particulier, sont cibles des agents de la documentation qui les tuent et les jettent un à un dans des rivières. Selon lui, il faut que la communauté internationale prenne des mesures qui s'imposent pour empêcher le pouvoir de Bujumbura de verser le sang des opposants politiques. Notons que juste avant la fin de l'année écoulée, les Nations Unies avaient déploré l'exécution de plus de 55 personnes au Burundi, tuées par les agents de l'ordre de l'Etat burundais.